III Dans quels domaines de la vie sociale l'Etat doit-il intervenir ?

Les régimes totalitaires doivent leur fin à la prétention de l'Etat à exercer sa domination dans tous les domaines de la vie sociale. Quelles limites doit-on imposer à l'intervention de l'Etat ?

1) L'Etat doit-il intervenir dans la vie économique ?

La philosophie libérale issue des lumières suggère la limitation des pouvoirs de l'Etat et de ses fonctions (réduction aux **fonctions « régaliennes** » : sécurité intérieure et extérieure).
Le libéralisme politique va de pair avec un libéralisme économique. (L'Etat laisse la plus grande autonomie possible au marché.)
Mais le libéralisme ne signifie pas que l'Etat n'ait aucun rôle à jouer dans la vie économique. (Il doit par exemple veiller à maintenir la concurrence, éviter les situations de monopôle.)
→ Il pose des limites à l'intérieur desquelles l'initiative privée peut se déployer librement.

2) Quel rôle l'Etat joue-t-il dans l'établissement d'une société plus juste ?

Si le libéralisme suppose l'intervention minimale de l'Etat (**Etat Gendarme** en cas d'infraction aux règles), cette vision s'oppose à la conception de **l'Etat Providence** (née au XXe siècle).
Etat Providence : idée que l'Etat se doit d'atténuer les effets de certaines inégalités sociales.
L'Etat garantit aux individus des compensations pour des dommages dont ils ne sont pas responsables, même si la faute ne peut être imputée à personne.
(Ex : couverture en cas de problèmes comme la maladie, la perte d'emploi…, dont la charge est repartie sur l'ensemble de la société)
L'Etat Providence est aussi chargé d'assurer les **missions de service public** (garantir à tous les citoyens, indépendamment de leur situation sociale, les prestations que le marché ne peut leur fournir de façon équitable.)

Remarque :
Aujourd'hui, les rapports Société/Etat sont marqués par une contradiction :
. D'un côté, l'Etat intervient de façon conséquente dans la vie de la société,
. De l'autre, la société veut renforcer son autonomie.